



République de l'Angola

MINISTÈRE DU COMMERCE

**INTERVENTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE
SECRETAIRE D'ÉTAT DU COMMERCE,**

S.E. DR. ÁLVARO AUGUSTO SOARES PAIXÃO JÚNIOR

FORUM GLOBAL SUR LE SECTEUR DES SERVICES

SESSION DE CLÔTURE

BEIJING, 29 MAI 2013

Madame, Monsieur,

Monsieur le Secrétaire Général,

Messieurs les Ministres,

Permettez-nous tout d'abord de remercier la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement ainsi que la République Populaire de Chine et la municipalité de Beijing, pour l'invitation qui nous a été adressée pour participer au Forum Global sur le Secteur des Services.

La paix conquise en Angola en 2002 a ouvert les portes pour sa croissance. L'économie enregistre aujourd'hui des taux de croissance au-dessus de la moyenne mondiale et africaine. Les projections pour les prochaines années sont optimistes, mais il faut garantir le développement durable de la croissance économique pour qu'il y ait des reflets de l'amélioration des conditions de vie des populations. Ainsi, ces 10 (dix) dernières années, l'Angola a révélé des résultats significatifs dans la reconstruction nationale.

On prévoit un PIB avec un taux de croissance d'environ 7,1%, 0.3 points de pourcentages (p. p) au-dessous de la projection de l'année 2012, et cela dû essentiellement aux contributions du secteur non pétrolifère qui pourra enregistrer un taux de croissance de 7,3 %, 1,8p.p au-dessous de la croissance de l'année 2012. Pour le secteur Pétrolier responsable de 40% du PIB, on estime une croissance de 6.6%.

Les réserves internationales liquides ont enregistré une expansion, passant de USD \$ 30.000.000,00 à US 32.227, 76 Millions à la fin du 1^{er} trimestre 2013, représentant une augmentation de 5,3 %. L'inflation se maintient à un digit, en se plaçant à 9.11%, représentant une baisse de 2.02% observée pour la même période de l'année précédente. *Source Banque Nationale d'Angola.*

Les interventions de l'Exécutif pour le remplacement des infrastructures détruites n'ont jamais eu une telle dimension jusqu'ici vérifiée. Le Gouvernement Angolais a repris la plupart des chantiers détruits, notamment routes, ponts, voies ferrées, écoles et hôpitaux et unités de santé périphériques. Des citoyens de divers nationalités qui vivent et travaillent en Angola sont les témoins de cette réalité.

Des milliers de kilomètres parcourus par des routes et des voies ferrées qui lient les différentes régions, villes et localités des 17 provinces et 164 villes d'Angola. Le fameux chemin de fer de Benguela (CFB), qui fut une ligne internationale liant par le passé l'Angola, à la Zambie et à la Tanzanie en tant que porte d'accès à la Région SADEC, et permettant aussi l'accès à beaucoup d'exportations africaines aux itinéraires de l'Atlantique, a été totalement récupérée.

Faire apparaître sous forme accélérée le grand potentiel du pays et attirer des grands investisseurs mondiaux en partenariat avec des investisseurs nationaux, continue à être une des priorités de l'Exécutif Angolais basée sur une stratégie de croissance économique où l'investissement public et l'investissement privé en continuant avec les

projets structurels du secteur public qui se constituent sur une plateforme pour le développement, notamment :

- Récupération de Milliers de Kms de routes et ponts d'accès à des Villes et Communes ;
- Expansion des systèmes de distribution de l'eau potable ;
- Construction de nouveaux centres d'habitations et quartiers sociaux ;
- Centrales électriques en construction ;
- Récupération du réseau ferroviaire sur tout le pays, expansion et modernisation des ports, aéroports, et infrastructures logistiques ;
- Expansion du secteur financier en particulier le secteur Bancaire ;
- Investissements dans des infrastructures hôtelières.

Les investissements Public et Privé ci-dessus mentionnés, représentent une opportunité d'affaires sur le marché commercial et de services, pour assurer la manutention des routes, barrages hydro-électriques, lignes de transport énergétique, systèmes de collecte de déchets avec conservation de l'environnement, des opportunités qui sont à la disposition de l'économie Globale de Services et du Commerce.

Après le grand effort qui a été réalisé pour reconstruire le Pays Détruit par des décennies de guerre, l'Angola est entrée dans une phase de modernisation et de développement durable du développement centré

sur la stabilité et la croissance et sur la valorisation de l'homme Angolais, considéré comme un pilier essentiel pour le développement du secteur de services et du commerce.

L'Angola figure entre les partenaires privilégiés de la République populaire de Chine sur le continent africain. Ce fait oblige les deux pays à renforcer de plus en plus leurs relations bilatérales, avec une prééminence pour les échanges commerciaux, ainsi que pour la promotion de l'échange d'expériences entre les gouvernements de leurs principales villes.

Le renforcement des relations bilatérales entre les institutions des deux Pays est de plus en plus évident grâce aux bonnes relations entre le gouvernement de l'Angola et de la Chine. L'Angola est déjà le principal partenaire commercial de la Chine sur le continent africain. L'Année dernière le commerce bilatéral entre les deux pays a atteint les trente-huit (38) milliards de dollars.

La stratégie du Ministère du Commerce pour le quinquennat est établit sur le Programme du Gouvernement qui se base essentiellement sur la diversification de l'économie. Nous voulons développer le commerce agricole, construire des infrastructures logistiques, réorganiser le réseau commercial, et stimuler le commerce de services qui, dans le renforcement de nos relations, entre les deux pays, doit trouver les meilleures solutions.

L'économie globale vit actuellement un processus de récupération conséquent de la crise économique des dernières années. On assiste à un processus de délocalisation des économies, des pays développés pour les pays en développement. Devant ce contexte, le Commerce de Services se révèle être comme une dernière alternative pour la stabilisation de l'économie globale et comme opportunité d'affaires pour les pays en développement, avec une législation appropriée en accord avec la réalité de chaque État, sans préjudice pour le marché.

Merci pour votre attention